

Case  
CONVENTION NATIONALE. FRC  
6599

A D R E S S E

D E L A

SECTION DES LOMBARDS,

A LA CONVENTION NATIONALE,

*L'an deuxième de la République française, une & indivisible,*

Le 26 mai 1793 ;

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

---

CITOYENS-LÉGISLATEURS,

ANTÉRIEUREMENT au décret qui déclara la patrie en danger, la section des Lombards avoit déjà cent de ses concitoyens dans les armées françaises. A l'époque où ce décret fut rendu, elle se leva toute en-

A

tière : de son sein , sortit un bataillon républicain , tout armé & équipé , avec deux pièces de canon & un drapeau portant pour devise : *Nous jurons de vaincre* , & ils ont vaincu ; ils ont enchaîné la victoire après eux , plusieurs sont morts aux champs de l'honneur : au 24 février , le décret qui ordonna la levée de trois cent mille hommes a paru , la section des Lombards a fourni son contingent ; enfin , la guerre la plus douloureuse est celle de la Vendée. Nous avons versé des larmes amères , à l'aspect des Français armés contre des Français : après ce mouvement permis aux âmes sensibles , ne songeant plus qu'aux dangers qui menacent nos frères des départemens , nous avons redoublé d'efforts , & bientôt nous nous sommes trouvés en état de fournir à notre patrie de généreux défenseurs.

Législateurs , voilà trois cents braves Sans-Culottes , qui vaudront les trois cents Spartiates ; ils sont brûlans de courage & de patriotisme ; leurs seuls cris sont , *qu'on les mène à l'ennemi*. Nous vous demandons que vous nous aidiez à satisfaire leur impatience. Le peu de temps que nous avons eu , nous a empêchés de recouvrer toutes les sommes qui nous sont nécessaires pour remplir nos engagements avec nos frères ; nous sommes encore retardés par la difficulté d'achever leur armement : nous venons donc , Législateurs , vous demander , sur la responsabilité entière de la section des Lombards , la somme de cent vingt mille livres : nous vous le répétons , nous nous engageons tous pour l'acquittement de cette somme.

Législateurs , nous n'avons plus qu'un mot à vous dire : ce mot est le cri de la vérité & de tous les républicains ; que le calme existe au milieu de vous ;



donnez-nous des lois , & bientôt les rebelles seront forcés de rentrer dans le devoir ; la République , une & indivisible , sera consolidée : alors les tyrans coalisés seront trop heureux de nous demander la paix.

3  
 Dans le cas où l'on se trouve en présence d'un  
 fait qui paraît être le résultat d'un accident  
 ou d'une erreur, les conclusions à tirer sont  
 les suivantes : 1° l'existence de l'accident ou  
 de l'erreur ; 2° l'absence de toute intention